

INFO MAIRES

Direction	Direction de l'Offre des Soins
Date	Mise à jour 5 juillet 2017 (signalées : dispositions transitoires secteur de Vire)
Objet	Admission en soins psychiatriques sans consentement Mesures provisoires d'urgence (maires)

Rédigé par	Christine Morisse, coordonnateur régional soins psychiatriques sans consentement/Baptiste Dumetz coordonnateur adjoint Equipe métier 14/61 : Marie-Hélène Dutertre, Cécile Galle, Pascaline Simon gestionnaires-instructeurs administratifs
Validé par	
Date de diffusion	Juillet 2017
Référence	loi du 5 juillet 2011 modifiée- Code de Santé Publique Art L. 3213-2
Pièce(s) jointe(s)	Une maquette d'arrêté municipal, une maquette de certificat ou avis médical, une plaquette de présentation de l'organisation normande relative aux soins psychiatriques sans consentement

Selon l'article L. 3213-2 du CSP, en cas de danger imminent pour la sûreté des personnes, **attesté par un avis médical***, le maire arrête, à l'égard des personnes dont le comportement révèle des troubles mentaux manifestes, toutes les mesures provisoires nécessaires, à charge d'en référer dans les 24 h au représentant de l'Etat dans le Département qui statue sans délai et prononce, s'il y a lieu, un arrêté d'admission en soins psychiatriques dans les formes prévues à l'article L 3213-1 du Code de la Santé Publique.

*

- A noter la différence entre le **certificat** médical et **l'avis** médical : dans le premier cas, la personne est examinée par un médecin. Dans les cas où cela s'avère impossible (ex : malade qui se barricade chez lui ou qui refuse d'être examiné) seul un **avis médical** peut être établi. C'est dans le cadre de la situation d'urgence qui implique une admission immédiate que le législateur exige du maire des garanties moindres à celles exigées pour les soins à la demande du représentant de l'Etat notamment la possibilité de faire établir **cet avis médical par tout médecin y compris de l'établissement d'accueil.**
- **Cet avis médical n'exclut pas l'élaboration d'un certificat médical dès l'arrivée au centre hospitalier (l'arrêté préfectoral doit en effet être établi à partir d'un certificat médical circonstancié établi par un médecin qui n'est pas psychiatre dans l'établissement d'accueil).**

*Si le recours à l'avis médical représente la solution d'urgence il conviendra néanmoins de **privilégier**, toutes les fois où cela sera possible, **l'examen de la personne malade et donc la délivrance d'un certificat médical établi par un médecin non psychiatre de l'établissement d'accueil**. La motivation de l'arrêté municipal est essentielle et **le certificat médical reste la pièce incontestable dans ces procédures**, même s'il n'existe pas, dans l'admission au titre de l'article L. 3213-2, d'exigences légales dans ce domaine.*

Faute de décision du représentant de l'Etat, ces mesures provisoires sont caduques au terme d'une durée de 48 h.

Attention : Le Conseil Constitutionnel (6 oct 2011- QPC n°2011-174) a censuré la disposition autorisant les maires à ordonner l'hospitalisation d'office d'une personne en se fondant sur la seule notoriété publique dont la pratique s'apparentait plus à la rumeur publique. **Le certificat médical ou l'avis médical est désormais obligatoire.**

Cette procédure correspond à un dispositif d'urgence = danger imminent pour la sûreté des personnes (article L.3213-2)

La procédure de droit commun réservée au Préfet – article L.3213-1 nécessite un seul certificat médical sans arrêté provisoire du maire et permet une admission directe en soins psychiatriques sans consentement

<p>Nature de la mesure prise par le Maire</p>	<p>Arrêté municipal prenant une mesure provisoire d'admission en soins psychiatriques Il doit comporter le rappel des faits et viser le certificat ou avis médical. Il convient que le maire adresse l'arrêté et le certificat ou avis médical, dès la signature de l'arrêté, à l'établissement concerné et à l'Agence Régionale de Santé (ARS) ou au standard de la préfecture en période d'astreinte (cf annuaire ci-dessous), <i>L'utilisation des maquettes proposées en pièces jointes, permettent de sécuriser juridiquement la procédure. Une attention toute particulière doit être apportée à l'élaboration de cette décision (critères d'admission, coordonnées de la personne, références aux textes, désignation de l'établissement d'accueil habilité, identification claire du signataire – une copie de la délégation de signature pourra être réclamée, le cas échéant)</i></p>
<p>Critères requis</p>	<p><u>2 critères cumulatifs requis :</u> - Le comportement de la personne révèle des troubles mentaux manifestes - Ce comportement présente un danger imminent pour la sûreté des personnes</p>
<p>Certificat médical ou avis médical à fournir</p>	<p>Un certificat médical circonstancié établi par tout médecin ou par tout psychiatre n'exerçant pas dans l'établissement d'accueil est à fournir. S'il s'agit d'un avis médical celui-ci peut être établi par tout médecin (psychiatre ou non, y compris de l'établissement d'accueil) : en effet, le maire peut prendre des mesures provisoires sur signalement effectué par un psychiatre de l'établissement accueillant le patient (signalement de patients connus des services de psychiatrie, rupture de traitements par exemple..). Dans ce cas, à son arrivée dans l'établissement, le patient devra être examiné <u>par un médecin non psychiatre de l'établissement.</u> L'arrêté préfectoral portant admission en soins psychiatriques devra viser outre l'arrêté du Maire, le certificat médical établi par ce médecin non psychiatre de l'établissement.</p> <p>Le certificat ou l'avis médical doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'état civil du patient : nom prénom, date et lieu de naissance (adresse si connue) - la description des troubles mentaux manifestes ainsi que la description des circonstances représentant un danger imminent pour la sûreté des personnes : agitation, violence, délire, idées de suicide, description précise des faits connus en la possession du médecin. <p>Il doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insister sur les éléments cliniques démontrant la nécessité des soins liés à la dangerosité pour autrui, en rappelant l'absence de consentement et l'urgence des soins appropriés. - Permettre l'identification du médecin (cachet, n°d'inscription au répertoire « Adeli »)
<p>Des coordonnées utiles Pour le département du Calvados</p>	<p>Heures ouvrables (8h30/18h) ARS site de Caen <u>Mission soins psychiatriques sans consentement (équipe métier 14/61)</u> Espace Claude Monet 2 place Jean Nouzille CS 55035 14050 CAEN CEDEX 4 Téléphone : de 8 h 30 à 18 h : 02.31.70.95.59. <u>En priorité, mail : ars-normandie-dos-14-61soins-psychiatriques@ars.sante.fr</u></p>

	<p>(à défaut : fax de 8 h 30 à 18 h : 02.31.70.95.70)</p> <p><u>18 h à 8 h 30, week-end et jours fériés</u> :</p> <p><u>Prendre contact avec le standard de la préfecture de CAEN</u> (pour les demandes concernant le Calvados, la Manche et l'Orne) qui réceptionnera toutes les pièces utiles à la procédure (certificat ou avis médical, arrêté municipal, PV de police le cas échéant) et transmettra, pour gestion, au cadre d'astreinte de l'ARS</p> <p>Tél. : 02.31.30.64.00 Fax : 02.31.30.67.81 Mail : pref-standard@calvados.gouv.fr</p> <p>A noter qu'il n'est pas utile de contacter la préfecture pendant la nuit puisque le cadre d'astreinte de l'ARS ne pourra préparer l'arrêté préfectoral qu'à réception du certificat de 24 heures (l'arrêté provisoire et le certificat médical initial devront donc être transmis dès le matin suivant par fax ou messagerie selon la période)</p>
<p>Etablissements de santé autorisés en psychiatrie qui assureront la prise en charge des personnes malades (établissement à déterminer selon le secteur concerné)</p>	<p><u>Etablissement Public de Santé Mentale (EPSM)</u> 15 ter rue Saint Ouen BP 223 14012 CAEN CEDEX Tél. : 02.31.30.50.50 porte 5246 (livre de la loi) Fax : 02.31.30.50.48</p> <p><u>Centre Hospitalier Universitaire (CHU)</u> Centre Esquirol Avenue de la Côte de Nacre CS 30001 14033 CAEN CEDEX 9 Tél. : 02.31.06.50.62 (bureau des entrées) Fax : 02.31.06.49.55</p> <p><u>Centre Hospitalier de BAYEUX</u> Route d'Argouges 14401 BAYEUX CEDEX Tél. : 02.31.51.51.47 (bureau des entrées) Fax : 02.31.51.54.60</p> <p><u>Centre Hospitalier de VIRE</u> (à compter du 17 juillet 2017 et de manière transitoire, le CH de Vire ne prend plus en charge de nouveaux patients qui doivent être systématiquement admis à l'EPSM de Caen. Il convient de prendre contact avec l'EPSM de Caen avant l'élaboration de l'arrêté municipal pour s'assurer de la place disponible (dans la négative l'EPSM donnera les coordonnées de l'établissement de recours) 4 rue Emile Desvaux 14504 VIRE Tél. : 02.31.67.47.71 (bureau des entrées) Fax : 02.31.67.47.57</p>

En-tête Mairie

**MODELE D'ARRETE METTANT EN PLACE DES MESURES PROVISOIRES
A L'INITIATIVE DU MAIRE DE.....
EN VUE D'UNE ADMISSION EN SOINS PSYCHIATRIQUES
SUR DECISION DU REPRESENTANT DE L'ETAT**

Le Maire de la commune de

VU

- Les articles L2212-1 et L2212-2 alinéa 6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- L'article L.3213-2 du Code de la Santé Publique,
- L'avis ou le certificat médical

daté :

de M. ou Mme le Docteur :

CONSIDERANT QUE :

- Mme, Melle, Mr.....

Né(e) le : à.....

Demeurant à :

présente les troubles mentaux manifestes suivants :

.....
.....

Description des circonstances représentant un danger imminent pour la sûreté des personnes :

.....
.....

ce qui nécessite son admission provisoire en soins psychiatriques dans un établissement régi par le Livre II (lutte contre les maladies mentales), du Titre 1^{er} (modalités de soins psychiatriques) Chapitre III du Code de la Santé Publique en raison de ses troubles mentaux manifestes qui représentent un danger imminent pour la sûreté des personnes.

ARRETE

Article 1 :

Est ordonnée l'admission à titre provisoire en soins psychiatriques, dans l'attente d'une décision du représentant de l'Etat dans le département,

de Mme, Melle, Mr

Né(e) le :

demeurant à :

au centre hospitalier de :

Article 2 :

La copie du présent arrêté accompagnée de l'avis ou du certificat médical sera transmise dans les 24 heures à l'Agence Régionale de Santé, à Mme ou Mr le Commissaire de police de.....

Article 3 :

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à : le

Le Maire (signature)
Cachet